

<p>REPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE « ATTRIBUTIONS TEMPORAIRES DE FREQUENCES POUR LE RETABLISSEMENT ET LE RENFORCEMENT CAPACITAIRE DES RESEAUX MOBILES OUVERTS AU PUBLIC A MAYOTTE »</p>

Question n°1. Identifiez-vous des besoins en fréquences additionnelles sur le territoire de Mayotte, dans les bandes de fréquences susmentionnées ou dans d'autres bandes de fréquences que vous estimeriez adaptées, dans le contexte du rétablissement et du renforcement capacitaire des réseaux de télécommunications ouverts au public à la suite du passage du cyclone *Chido* ?

Si oui, quelle quantité souhaiteriez-vous détenir dans chacune des bandes, en plus des fréquences déjà détenues dans ces bandes de fréquences le cas échéant ?

Le réseau de Telco OI a été endommagé à plus de 90 % par le passage du cyclone. La reconstruction complète prendra du temps : tous les MHz de fréquences supplémentaires susceptibles d'être émis par les équipements disponibles de Telco OI permettront d'obtenir des gains de capacité et de pallier le nombre réduit de sites.

L'accès anticipé aux fréquences attribuées à compter du 1^{er} mai 2025 dans les bandes 1 800 et 2 100, qui permettra à Telco OI de récupérer rapidement 5 MHz supplémentaires dans ces bandes de fréquences, est donc le bienvenu.

L'attribution anticipée des fréquences 2,6 GHz est également souhaitable, dès lors qu'elles ont été libérées par l'Arcep au terme de sa décision n° 2024-1453 et ne sont pas utilisées. Telco OI souhaiterait disposer d'au moins 5 MHz de ces fréquences dans le cadre d'une attribution non discriminatoire.

Enfin, l'attribution de la bande 3,5 GHz pourrait également contribuer utilement au renforcement de la capacité du réseau mobile de Telco OI. Nous souhaiterions disposer d'une quantité non discriminatoire des fréquences disponibles ou qui seront rendues disponibles. Contrairement aux bandes de fréquences précitées, la bande 3,5 GHz suppose de nouveaux investissements en matériels et l'effet de sa mise à disposition sur la congestion des sites sera donc moins immédiat.

Question n°2. Dans le cas d'un besoin en fréquences dans une bande déjà utilisée pour exploiter des réseaux ouverts au public, l'utilisation de ces fréquences additionnelles nécessiterait-elle un réaménagement de la bande de fréquences concernée ?

Les fréquences attribuées précédemment à Maoré Telecom (1 800, 2 100 et 2 600) nécessitent des réaménagements minimes pour pouvoir être réutilisées. Une partie de ces réaménagements est en tout état de cause prévue dès le 1^{er} mai 2025¹.

La situation dans la bande 3,5 est plus complexe du fait de l'utilisation de partie basse de la bande pour les besoins de la BLR jusqu'à mi-2026. Seule SRR est en mesure d'indiquer si des réaménagements peuvent être entrepris pour optimiser la fraction des fréquences mise à disposition dans le cadre d'une nouvelle attribution.

Question n°3. Avez-vous des commentaires concernant les durées mentionnées ci-dessus pour les autorisations temporaires d'utilisation de fréquences ?

L'utilisation des fréquences en bande 3,5 GHz suppose des investissements pour pouvoir installer des nouveaux équipements. Il est indispensable, afin de sécuriser ces investissements, que l'Arcep puisse clarifier au plus tôt, sans attendre la fin du délai de 6 mois prévu par la consultation, les conditions économiques envisagées pour l'attribution pérenne de ces fréquences.

Dans une moindre mesure, ce commentaire est également valable pour la bande 2,6 GHz même si les investissements associés devraient rester limités : dès lors que son utilisation permettra d'améliorer la qualité de service, les opérateurs doivent bénéficier de prévisibilité sur l'accès à cette ressource.

Question n°4. Avez-vous d'autres remarques ?

¹ A ce stade de la procédure en cours, Telco OI n'a pas été notifiée par l'Arcep de son projet de positionnement en bande 900.